



26 novembre 2022,  
Budapest. Lors  
d'une manifestation  
d'enseignants,  
d'élèves, de parents  
et de sympathisants.



Par Marc Belpois

En 2010, la première action de Viktor Orbán fut de supprimer le ministère de l'Éducation nationale. Depuis, il ne cesse de tronquer les programmes scolaires et de museler les enseignants. Mais la résistance s'organise. Reportage en Hongrie, laboratoire européen des démocraties illibérales.

**La Hongrie attire les journalistes** par vagues. «*D'abord des Italiens, puis des Autrichiens, des Belges, maintenant des Français*», sourit Katalin Törley. Chaque fois que, dans une nation d'Europe, l'extrême droite s'approche des portes du pouvoir, on toque à la porte de cette quinquagénaire souriante, grande figure de la contestation enseignante. On veut savoir comment le Premier ministre, Viktor Orbán, «*Viktator*» pour ses détracteurs, s'y est pris pour démanteler le système éducatif de son pays, imposer une pensée nationaliste dans les programmes, contenir les vives protestations du corps enseignant. Et quelles stratégies de résistance se sont révélées payantes pour freiner le rouleau compresseur autoritaire. Ce matin ensoleillé de mars à Budapest, piochant compulsivement dans son paquet de cigarettes, la combative Katalin Törley ne cache pas sa détresse. «*J'aimerais vous dire des choses encourageantes, la vérité, c'est que nous sommes épuisés. Fatigués de lutter depuis si longtemps, sans grands résultats. Cela étant, il n'est pas question de capituler.*»

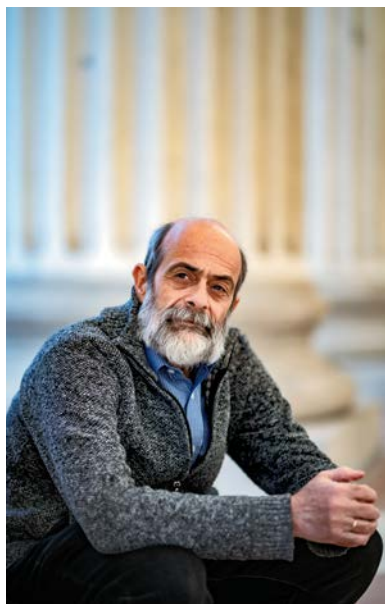
Pour comprendre la redoutable méthode Orbán, il faut rembobiner le fil de l'histoire hongroise jusqu'au début des années 1990. «*Le rideau de fer s'était enfin levé, un monde de libertés s'offrait à nous*», se souvient Zsuzsanna, 55 ans. Dans un café d'Óbuda, quartier de la capitale où se côtoient maisons baroques restaurées et grands ensembles datant de l'ère communiste, l'enseignante raconte dans un français impeccable l'euphorie qui gagna sa profession. N'avait-on pas basculé pour toujours dans la démocratie ? «*Il nous était désormais permis de choisir nos manuels scolaires et d'expérimenter toutes sortes de pratiques pédagogiques ; on ne s'en privait pas.*» Lorsqu'en avril 2010 Viktor Orbán, chef du Fidesz, parti de la droite conservatrice, décroche le poste de Premier ministre, il n'apparaît pas encore comme

Ci-dessous à gauche : Katalin Törley, porte-parole du mouvement Tanítanék («*Je voudrais pouvoir enseigner*»). Ci-dessous à droite : László Miklósi : «*Je suis historien, comment pourrais-je accepter que l'on transmette à notre jeunesse un récit falsifié des événements passés ?*»

le champion européen de la «*démocratie illibérale*», ce modèle politique désormais en vogue où des dirigeants élus s'affranchissent allègrement des principes fondamentaux de l'État de droit. L'une de ses premières mesures ne laisse pourtant guère de doute sur ses intentions : Orbán supprime le ministère de l'Éducation, bastion à ses yeux d'un progressisme qu'il exècre. Dès lors il ne cessera, à coups de réformes centralisatrices, de restreindre l'autonomie des professeurs – du moins ceux de l'enseignement public, les écoles privées catholiques et protestantes sont au contraire largement favorisées, notamment en termes de financement. Les établissements scolaires passent sous le contrôle d'un organe central (le Klik), lequel décide de tout. Augmentation de la charge de travail, manuels scolaires imposés, cours obligatoires de religion ou de morale au collège... Comme dans la fable de la grenouille ébouillantée, les enseignants subissent une mise au pas progressive sans trop réagir, du moins collectivement.

C'est une lettre ouverte qui sonne le tocsin de la révolte. En janvier 2016, des professeurs du lycée de Miskolc, un prestigieux établissement de province, dénoncent les «*humiliations*» dont ils font l'objet, eux qui n'ont plus leur mot à dire en matière de politique éducative. «*Le gouvernement s'entretient avec lui-même et non avec un cercle professionnel crédible*», s'offusquent-ils. Le cri du cœur est entendu. Partout dans le pays, des milliers de Hongrois, enseignants et parents pour l'essentiel, manifestent vêtus de chemises à carreaux – en réponse au mépris d'un ancien secrétaire d'État à l'Éducation qui avait raillé des professeurs «*hirsutes, mal rasés et vêtus de chemises à carreaux*». La spontanéité et le dynamisme de la mobilisation ne sont pas banals. «*Un compromis implicite hérité de l'époque communiste demeure bien ancré dans les esprits : tant que le pouvoir les laisse tranquille, les gens restent à l'écart des affaires publiques*», explique Iván Bajomi, spécialiste de la sociologie de l'éducation. Katalin Törley, qui quant à elle a «*toujours été militante dans l'âme*», se retrouve les mois suivants propulsée sur le devant de la scène, porte-parole de Tanítanék («*Je voudrais pouvoir enseigner*»), nouveau mouvement de protestation qui fédère la société civile bien au-delà des syndicats enseignants. «*On y a cru*», lâche-t-elle aujourd'hui en allumant une nouvelle cigarette. L'«*idéisme*» d'alors la fait sourire. «*Nous pensions sincèrement que le pays tout entier allait nous suivre dans la rue et que nos revendications seraient entendues...*»

Mais le pouvoir bombe toujours plus le torse. En 2022, un décret rend la grève pratiquement impossible, et gare aux récalcitrants : parmi les nombreux professeurs qui bravent l'interdit, une quinzaine sont renvoyés pour l'exemple – parmi lesquels Katalin Törley. Et lorsque les manifestations prennent une ampleur inédite, une loi – qualifiée de «*loi de la vengeance*» par les opposants à Orbán – place les enseignants sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, lequel ne tolère aucun écart. «*Orbán n'attend pas des enseignants qu'ils soient des pédagogues au service des élèves, mais des serviteurs zélés du pouvoir*», affirme Iván Bajomi. Tantôt ignorant ostensiblement les protestataires, tantôt multipliant les intimidations, le Premier ministre resserre implacablement son étreinte. «*Des milliers d'enseignants ont préféré démissionner*, assure Katalin Törley. Ces années de lutte ont été éprouvantes, aujourd'hui la résignation domine.





Abdiquer, voilà qui n'est guère dans le tempérament de László Miklósi. Nous retrouvons ce petit homme voûté à l'œil vif dans le décor baroque du palais Hadik, qui un temps a abrité son Association des professeurs d'histoire. « Depuis trente-six ans que j'en suis le président, pas une fois je n'ai courbé l'échine. Et j'en suis fier, dit-il en affichant un large sourire. Je suis historien, comment pourrais-je accepter que l'on transmette à notre jeunesse un récit falsifié des événements passés ? » Car c'est désormais le cas : « Les manuels scolaires n'évoquent que les batailles victorieuses de la Hongrie. Même la responsabilité de la mise en œuvre de l'Holocauste est rejetée sur la seule Allemagne nazie, au mépris de la réalité historique. » Lorsque László Miklósi dénonce publiquement ce révisionnisme, « des journalistes progouvernementaux, près de 80 % du paysage médiatique, répliquent sur le thème : "Monsieur Miklósi, soyez enfin un défenseur de la patrie !" » On veut en faire un traître à la nation ? Il s'en moque. Toujours est-il que dans les salles de classe, si des professeurs courageux font de la résistance, « la plupart des collègues s'accommodent de ces impostures par peur d'être dénoncés ». Reste le levier européen. « C'est l'un des seuls moyens de pression dont nous dispo-

Dans le centre de Budapest, depuis deux ans, enseignants et parents se relaient chaque mercredi pour protester contre la politique éducative du Premier ministre.

sons », reconnaît Totyik Tamás, président du Pedagógusok Szakszervezete (PSZ), l'un des principaux syndicats enseignants du pays. Costume sombre et dos droit, entouré de deux vice-présidents, il nous reçoit non sans solennité dans des locaux qui n'ont probablement guère changé depuis l'époque communiste. « Il n'y a plus de dialogue social avec le gouvernement, juste des simulacres de négociations, lâche-t-il avec dépit. C'est pourquoi nous avons saisi la Cour de justice de l'Union européenne, pour qu'elle l'oblige à revenir sur la limitation du droit de grève – le processus est en cours. Nous œuvrons également auprès de la Commission européenne afin qu'elle l'incite à augmenter les salaires des enseignants hongrois, parmi les plus bas des pays de l'OCDE. » La menace d'une suspension des fonds communautaires constitue-t-elle le plus sûr moyen de faire fléchir Viktor Orbán ?

Il arrive parfois que, contre toute attente, la détermination d'une communauté soudée ait raison de l'autoritarisme du Premier ministre. Ainsi, en février dernier, les étudiants de l'Université d'art appliqué Moholy-Nagy (Mome), un campus ultra design niché sur les collines de Buda, à l'ouest de Budapest, ont accompli l'exploit de pousser à la démis- »

» sion leur nouveau président. Celui-ci avait été nommé dans le cadre d'un processus engagé depuis quelques années de prise de contrôle par le pouvoir de la gouvernance des universités publiques, jugées trop indépendantes. *«Nous n'aurions sans doute pas protesté s'il ne s'était pas conduit comme un petit dictateur, décidant de tout, sans égard pour le fonctionnement démocratique de notre institution»*, nous expliquent des jeunes gens dans un anglais parfait. Affiches, pétitions, création d'un site web, interventions sur les réseaux sociaux, perturbation des prises de parole du président... *«Nous sommes formés pour concevoir et exprimer des messages qui frappent les esprits. Et nous avons beaucoup appris des mobilisations précédentes»*, en particulier de la longue occupation étudiante (soixante et onze jours) de l'Université de théâtre et de cinéma (SZFE), à l'automne 2020. *«Notre mouvement n'a pas de leader identifié afin d'offrir le moins de prise possible aux médias. Ces machines de propagande bien huilées ciblent les individus pour discréditer les collectifs»*, lance un jeune homme – qui logiquement refuse de nous dire son nom. Après plusieurs semaines d'actions déclinées, le «petit dictateur» a plié bagage.

Évidemment, comparé à l'effervescence contestataire qui bouillonne couramment dans nos universités, le coup de force des étudiants de Mome peut nous sembler bien dérisoire. *«Les Hongrois n'ont pas eu la chance d'expérimenter suffisamment la démocratie pour qu'elle irrigue leurs veines, soupire Iván Bajomi. Et notre système éducatif actuel n'a pas vocation à développer l'esprit critique des élèves, bien au contraire. D'où une certaine passivité générale.»* De fait, en ce jour de mars, on sera bien en mal de déceler des signes de grogne dans les rues de la capitale hongroise, cette belle Budapest qui tend un visage si aimable aux nombreux touristes. Sauf dans une large avenue du centre-ville. Figés sur un passage piéton, une dizaine de manifestants brandissent des pancartes face aux véhicules qui attendent que le feu passe au vert. Quelques coups de klaxon les encouragent. Deux ans que des enseignants et des parents se relaient là, *«chaque mercredi entre 7h40 et 8h10»*, pour dénoncer la politique éducative d'Orbán. Dix-sept secondes exactement d'immobilité revendicative, puis chacun regagne le trottoir pour ne pas gêner le flux automobile.

La veille, sous prétexte de *«protéger les enfants de l'homosexualité»*, le Parlement hongrois a adopté une loi bannissant la Marche des fiertés. *«Personne n'est dupe, c'est le droit de manifester tout court qu'ils veulent nous confisquer»*, s'empare Katalin Törley. Nous la retrouvons devant le lycée où elle a enseigné vingt-trois ans avant d'être renvoyée. Accolades avec d'anciennes collègues émues. *«Que peuvent nos pétitions et nos mobilisations face à un pouvoir qui ne supporte pas l'expression démocratique? lâche-t-elle. Quoi qu'il en soit, le mouvement Tanítanék, désormais solidement structuré, se tient prêt à accompagner le prochain sursaut.»* Depuis quelques mois, nombre de Hongrois qui rêvent de changement se tournent vers Péter Magyar : un an avant les prochaines élections législatives, cette nouvelle figure de l'opposition devance Viktor Orbán dans les sondages. Il a beau sortir du Fidesz, au moins promet-il de remettre son pays sur des rails démocratiques. *«Vous savez quel est mon pire cauchemar? interroge Katalin Törley. Que les États membres, exaspérés par le national-conservatisme de Viktor Orbán, finissent par bouter la Hongrie hors de l'Union. Nous autres sommes profondément européens, ne nous oubliez pas!»* ●

## Le monde de la recherche mondialement menacé?

Depuis plusieurs années, les pouvoirs s'attaquent à l'enseignement supérieur. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs. Des chercheurs alertent : brider les facultés, c'est ébranler la démocratie.

Par Romain Jeanticou

**Si l'assaut donné par** Donald Trump contre le monde de la recherche sidère par sa brutalité et sa rapidité (lire *Télérama* n° 3924), les États-Unis sont loin d'être le premier pays où l'enseignement supérieur est menacé par le pouvoir. *«Ces quarante dernières années, avec une accélération notable depuis quinze ans, des forces politiques ont structurellement transformé l'enseignement supérieur dans nos démocraties, réduisant son autonomie et mettant en danger la liberté académique»*, résume Jo-Anne Dillabough, professeure de sociologie de l'éducation qui a dirigé, ces quatre dernières années, depuis la fac anglaise de Cambridge, un projet de recherche sur les attaques contre les universités à travers le monde.

Ces transformations ont d'abord souvent pris la forme de libéralisations économiques, avec des privatisations, des diminutions de budgets, l'arrivée d'agents privés aux conseils d'administration, une compétition accrue entre étudiants comme entre professeurs... L'une des premières études du laboratoire de Cambridge montre que cette libéralisation des universités britanniques et l'explosion des frais d'inscription qu'elle a entraînée ont provoqué un éloignement et une défiance envers les études supérieures mais aussi les institutions chez une part croissante de la population, qui se sent aliénée par les «élites»